

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Évry-Courcouronnes, le 09/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMCA**

Chemin de Livry  
BP19  
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : D2025-  
RVAT n°62415  
Code AIOT : 0006504803

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre d'une action nationale relative à la perte d'alimentation électrique.

Elle s'est donc concentrée sur ce point.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons
- Code AIOT : 0006504803

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) assure la réception, le stockage et la distribution du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur les plates-formes aéroportuaires de Paris Orly et Roissy CDG.

Le dépôt d'Athis-Mons est alimenté par l'oléoduc de la société TRAPIL. Il effectue le transfert du carburéacteur après décantation au dépôt intermédiaire situé à Paray-Vieille-Poste.

Le dépôt occupe une superficie de 36 190 m<sup>2</sup>. Ce terrain appartient à Aéroports de Paris, la SMCA ayant le statut de concessionnaire.

Il est constitué de 6 réservoirs en acier de type cylindre à axe vertical, à toits fixes, répartis dans trois cuvettes de rétention.

L'autorisation de l'exploitation de ce dépôt pétrolier est encadrée par l'arrêté préfectoral n°2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20/08/2020. Compte tenu des activités et des installations classées exploitées, cet établissement est soumis au régime de l'autorisation avec servitudes et relève du seuil haut du classement SEVESO.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
10	Modifications	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Visite terrain	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance si coupure d'électricité (3.c)		
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des mesures prises par la société SMCA en ce qui concerne le risque associé à une perte d'alimentation électrique de son dépôt d'Athis-Mons, l'inspection a permis de relever des bonnes pratiques mais également des points à améliorer.

Plusieurs demandes en ce sens sont formulées dans le présent rapport.

Une non-conformité est relevée relative à l'absence de procédure dédiée à la gestion de la perte d'alimentation électrique.

Par ailleurs, lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la mise à nu de tuyauteries de carburacteur reliant deux bacs de stockage aux pompes de transfert sans que ces modifications n'aient été portées à la connaissance du Préfet. L'exploitant devra remédier à cette non-conformité et justifier également l'efficacité d'une protection mise en place au niveau d'une tuyauterie de carburacteur aérienne contre les éventuels impacts de véhicules sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des

barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de personnel d'exploitation à demeure sur site excepté le personnel de gardiennage (présent H24). Le chef de quart se rend sur le site d'Athis-Mons tous les jours pour effectuer des opérations de purge ou de contrôle des équipements de sécurité mais il est physiquement basé sur le site de Paray-Vieille-Poste.

L'exploitant indique que son site est sur la liste des usagers prioritaires pour l'alimentation électrique, sans confirmation écrite toutefois de la part d'ENEDIS.

L'exploitant précise que si une coupure est prévue par le gestionnaire du réseau électrique alors ce dernier (ENEDIS) le contacte pour le prévenir en amont de la coupure. Cette bonne pratique n'est toutefois pas écrite dans le contrat entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau.

L'exploitant dispose d'un numéro générique dédié aux professionnels pour contacter ENEDIS en cas de problème.

L'exploitant présente le « synoptique de distribution électrique » du site alimenté en haute tension sur deux lignes enterrées (l'une étant en secours) depuis le réseau ENEDIS. S'il y a une bascule sur la ligne de secours, l'exploitant n'en est pas alerté sauf s'il va de lui-même regarder si les diodes au niveau du TGBT sont allumées. L'état de l'alimentation électrique du site ne fait pas l'objet d'un contrôle dans le cadre des rondes des opérateurs.

L'exploitant indique que le dépôt dispose de deux transformateurs, le transformateur principal alimentant l'ensemble des installations. Le site est secouru avec un groupe électrogène et des onduleurs sur certains dispositifs.

Sur site, il n'y a pas d'alarme sur perte électrique mais le démarrage du groupe électrogène, prévu pour se déclencher de façon automatique en cas de perte électrique, se traduit par l'allumage sur site d'un gyrophare (à proximité de la pomperie de transfert). Ce gyrophare n'est pas directement visible depuis la salle de contrôle du site.

Sur la station de Paray-Vieille-Poste, il y aurait, selon les indications de l'exploitant, un report d'alarme (bandeau « défaut » qui s'affiche sur le pupitre avec indication du démarrage du groupe électrogène) sur la supervision suite à une perte d'alimentation électrique sur le dépôt d'Athis-Mons. Cette alarme n'a pas pu être observée par les services d'inspection.

Sur le synoptique du dépôt visible dans le local de contrôle, il y a une LED intitulée « perte de courant et démarrage du groupe électrogène ». Toutefois, l'inspection n'a pas pu vérifier son allumage en simulant une perte d'alimentation électrique.

Quand le site rebasculer sur l'alimentation électrique principale après coupure du réseau, il faut redémarrer le processus pour relancer le transfert de produit vers la station de Paray-Vieille-Poste (action réalisée depuis la station).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendrait de mettre en place une alarme (ou report) de fonctionnement du groupe électrogène dans le local de contrôle du dépôt, et ce en supplément du gyrophare (**Demande n°1**), afin que le gardien ou les opérateurs, lors de leurs rondes, aient l'information du fonctionnement

du groupe électrogène, au plus tôt, dès sa mise en route.

Dans le cadre des consignes générales de délestage sur les réseaux électriques fixées par l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990, la SMCA doit vérifier auprès des services de la préfecture que les sites d'Athis-Mons et de Paray-Vieille-Poste sont bien inscrits sur les listes préfectorales des usagers du service prioritaire de l'électricité. La SMCA doit également vérifier la puissance électrique qui est attribuée pour chaque site en cas de délestage et prévoir une stratégie de fonctionnement adaptée. (Demande n°2)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

En cas de perte d'alimentation électrique, le groupe électrogène se met en fonctionnement sous une latence d'environ 5 secondes selon l'exploitant. Le transfert de produit vers la station de Paray-Vieille-Poste est arrêté. L'exploitant peut alors décider soit de maintenir le transfert à l'arrêt jusqu'à la reprise de l'alimentation électrique soit de mettre en place un plan de continuité d'activité pour relancer l'alimentation en produit de la station Paray-Vieille-Poste.

Selon la fiche « liste des équipements électriques AM » présentée, le groupe électrogène alimente l'ensemble des installations hormis les pompes de transfert P1 et P2 du dépôt vers la station de Paray-Vieille-Poste, l'éclairage général extérieur et l'armoire aux éclairages extérieurs et le chauffage des locaux. Ceci confirme l'arrêt de transfert de produit vers la station en cas de coupure électrique (et donc l'aéroport). L'exploitant explique que ces pompes demandent trop de puissance pour être maintenues en fonctionnement avec le groupe électrogène.

L'exploitant précise qu'en cas de bascule vers le groupe électrogène, les pompes de transfert TRAPIL (alimentation du dépôt) se mettraient également à l'arrêt. Ces pompes étant couvertes par le groupe électrogène, elles peuvent être redémarrées dans le cadre du plan de continuité d'activité si la poursuite de l'exploitation pendant l'utilisation du groupe électrogène est décidée.

Par ailleurs, la pompe racleur utilisée normalement pour nettoyer les canalisations en direction de la station est également couverte par le groupe électrogène. Cette pompe peut être utilisée dans le cadre du plan de continuité d'activité pour maintenir une livraison du produit vers la station de

Paray-Vieille-Poste lors du fonctionnement du groupe électrogène, le débit est en revanche assez faible (comparativement aux pompes de transfert).

L'EDD d'Athis-Mons de 2019 précise que chaque bac est équipé de 2 vannes de pied de bac motorisées à sécurité positive. Toutefois, cette même EDD précise, dans la description de la MMR NSH, que l'isolation des bacs ne peut pas se faire pendant une période de 20 minutes en cas de perte d'utilités, ce qui n'est pas cohérent les indications selon lesquelles les vannes situées en pied de bac sont équipées d'un dispositif de sécurité positive. De plus, le délai de 20 minutes n'est pas cohérent avec les explications de la SMCA lors de l'inspection.

L'exploitant indique que les installations critiques parmi lesquelles les MMR (mesures de maîtrise des risques) sont secourues par onduleur, avant ensuite d'être alimentées par le groupe électrogène.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que la SMCA se positionne sur le fonctionnement de la sécurité positive des vannes de pieds de bacs et actualise son EDD concernant le fonctionnement et le degré d'autonomie des MMR en cas de perte d'utilités (perte du groupe électrogène et perte des onduleurs) (**Demande 3**).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

Il n'y a pas de procédure spécifique à un scénario de perte d'alimentation électrique (que ce soit lié à la perte de l'alimentation principale, à la perte du groupe électrogène ou à la perte des onduleurs au bout de 4h de fonctionnement).

La fiche « ENR777 - mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité » est censée être complétée en cas de perte d'utilité électrique et du groupe électrogène. On note toutefois que cette fiche est une fiche plutôt générique et qu'elle ne propose pas de mesures compensatoires à cocher (l'opérateur doit lui-même écrire les mesures compensatoires mises en place).

Au jour de l'inspection, le contrôle du bon fonctionnement des installations secourues par le groupe électrogène ne fait pas partie des actions engagées suite au démarrage du groupe électrogène. L'exploitant précise en effet qu'en cas de défaut sur un des dispositifs secourus, une alarme serait immédiatement transmise dans la zone de supervision de la station de Paray-Vieille-Poste.

En termes de protection incendie du dépôt, l'exploitant précise que les groupes motopompes incendie peuvent démarrer même si le groupe électrogène ne démarre pas, ceci grâce au fonctionnement des onduleurs (qui ont une autonomie de 4h) via l'automate. Au-delà des 4h, le démarrage peut se faire en manuel.

Il n'y a pas de document formalisé pour aider à la prise de décision quant à la poursuite d'activité sur le site avec un fonctionnement sur groupe électrogène.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité 1 :** Conformément à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit formaliser une procédure relative à la perte d'utilités. Cette procédure inclura a minima l'appel des astreintes SMCA et ENEDIS, la vérification du niveau de fuel du groupe électrogène, les modalités de réalimentation de la cuve du groupe électrogène par les sociétés d'avitaillement de l'aéroport, le type de mesures compensatoires à prendre, le redémarrage des installations, la réalisation d'exercices « perte d'utilités », etc. Elle inclura également les mesures à prendre dans le cas où le groupe électrogène et /ou les onduleurs viennent à tomber en panne ou arrivent au bout de leur autonomie (rondes de surveillance à organiser, mesures de niveaux ou manomètres à contrôler, modalités de mise en route des GMP incendie, etc.). Les services d'inspection souhaitent que dans ce dernier cas, une information systématique de la DRIEAT soit réalisée. **(Demande 4)**

Il serait opportun de revoir la formulation de la fiche ENR777 afin que l'opérateur qui remplit cette fiche puisse n'avoir qu'à cocher les mesures compensatoires à suivre en cas de perte d'utilités (au lieu de devoir décider, rédiger et mettre en œuvre ces dernières). **(Demande 5)**

Il conviendrait de formaliser les conditions acceptables ou inacceptables pour une reprise d'activité sur fonctionnement du groupe électrogène. **(Demande 6)**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

En cas de perte d'alimentation électrique, le groupe électrogène se met automatiquement en fonctionnement. Le transfert de produit vers la station de Paray-Vieille-Poste est arrêté

automatiquement. La stratégie suivie par l'exploitant est soit d'attendre la réalimentation électrique du site soit de mettre en place un plan de continuité d'activités si la station de Paray-Vieille-Poste doit continuer à être alimentée.

Le chef de quart du jour de l'inspection a été interrogé quant aux actions qu'il entreprendrait en cas de problématique d'alimentation électrique. Il indique notamment qu'en cas de perte du groupe électrogène, il compléterait la fiche « ENR777 - mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité » et qu'il contacterait également la société ENEDIS en suivant la fiche « dépannage:panne ». L'exploitant indique que cette fiche ENR777 peut être remplie par le chef de quart ou tout autre opérateur mais qu'elle serait de toute façon validée par un manager.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La demande relative à la procédure sur la perte d'utilité électrique est formalisée en fiche n°3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Les deux onduleurs disposent d'une autonomie de 4h.

Le groupe électrogène dispose d'une autonomie de 10h si son réservoir d'une capacité de 200L est rempli à 100 % (cf fiche n°6). Son allumage se traduit par l'actionnement d'un gyrophare situé à

proximité sur le site (au niveau de la pomperie de transfert).

L'exploitant indique que si l'utilisation du groupe électrogène dure, il procédera à l'alimentation de la cuve du groupe électrogène via les compagnies d'avitaillement de l'aéroport. Il n'a toutefois pas défini un taux de remplissage à partir duquel l'alimentation doit être programmée pour pouvoir le maintenir en fonctionnement.

L'exploitant indique qu'il veille à ce que ce taux de remplissage, soit maintenu, aux alentours de 80 % (contrôlé mensuellement). Le jour de l'inspection, la cuve du groupe électrogène était pleine aux 3/4.

L'exploitant précise qu'en 2024 suite à des travaux prévus et réalisés par le fournisseur d'électricité, le groupe électrogène a fonctionné pendant plus de 48h sans difficulté. Toutefois, en cas d'imprévus, les réserves sur site en fuel ne suffisent pas à tenir 48h pour alimenter à la fois le groupe électrogène ainsi que les groupes motopompes pour la défense incendie. La SMCA est donc dépendante des sociétés d'avitaillement pour maintenir le groupe électrogène en fonctionnement durant 48h.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène pendant une situation de perte d'utilité électrique sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique (cf NC1 - Demande 3)).

Il conviendrait de formaliser dans un document opérationnel le seuil à partir duquel une commande de réalimentation de la cuve de groupe électrogène est à réaliser. **(Demande n°7)**

Dans l'EDD de 2019 ainsi que dans la notice de réexamen de 2024, il est précisé que la cuve du groupe électrogène est de 350L, ce qui n'est pas cohérent avec la donnée de 200L évoquée en séance.

Il convient que la SMCA vérifie la capacité de la cuve du groupe électrogène et si besoin actualise cette donnée dans sa documentation interne ainsi que dans son EDD. **(Demande n°8)**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

L'exploitant indique que le groupe électrogène mis en service en 1999 est de puissance 150kVA et dispose d'une autonomie de 10h grâce à la réserve de fuel qui lui est associée. Sous réserve de confirmation de la SMCA, le réservoir de fuel associé au groupe électrogène est de 200L. L'exploitant indique qu'un système de livraison avec GEH et TRANSDEV permet de venir réalimenter rapidement le site en fuel au besoin. L'exploitant précise qu'en cas d'urgence, il y a une réserve de 2000L dédiée aux groupes motopompes incendie (qui ont leur propre réserve par ailleurs) qui peut être utilisée.

Le site est également doté d'onduleurs d'une autonomie de 4h.

Selon la fiche « liste des équipements électriques AM » présentée, le groupe électrogène couvre l'ensemble des installations hormis les pompes de transfert P1 et P2 du dépôt vers la station de Paray-Vieille-Poste, l'éclairage général extérieur et l'armoire aux éclairages extérieurs et le chauffage des locaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène pendant une situation de perte d'utilité électrique sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique (cf NC1 - Demande 3)).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

**Constats :**

Le groupe électrogène d'une puissance de 150 kVA a une autonomie de 10h (prolongeable par réalimentation de la cuve) et couvre l'ensemble des installations hormis les pompes de transfert P1 et P2 du dépôt vers la station de Paray-Vieille-Poste, l'éclairage général extérieur et l'armoire aux éclairages extérieurs et le chauffage des locaux. L'exploitant confirme que les pompes de transfert

sont trop puissantes pour permettre un fonctionnement avec le groupe électrogène.  
Les deux onduleurs d'une puissance de 10 kVA et 6 kVA ont une autonomie de 4h, ils sont protégés par le groupe électrogène.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les modalités de contrôle et de réalimentation de la cuve du groupe électrogène pendant une situation de perte d'utilité électrique sont à inclure dans la procédure relative à la perte d'utilité électrique (cf NC1 - Demande 3)).

Il convient que la SMCA s'assure que la puissance des dispositifs de secours est adaptée aux besoins des équipements secourus (**Demande n°9**)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

**Constats :**

Les onduleurs sont testés annuellement. L'exploitant a présenté le contrôle de maintenance par VERTIV du 14/11/2024 dans le local électrique qui conclut que l'unité est opérationnelle pour l'onduleur général (S2S-MSII 10kVA). Le second onduleur a été mis en place en 2024, le contrôle de maintenance n'a pas encore eu lieu (elle aura lieu en 2025). Cet onduleur est dédié aux caméras. La fiche de test indique que l'onduleur est coupé 10min et qu'il est alors testé le taux de décharge de la batterie au bout de ces 10min. Ce test doit permettre de confirmer la durée attendue de

déchargement de la batterie.

Le groupe électrogène est contrôlé tous les 6 mois (essai en charge où on simule une panne électrique et contrôle complet). L'exploitant présente le contrôle triennal établi par ENERIA effectué le 20 mars 2024.

L'exploitant précise qu'il dispose d'une équipe de maintenance en interne pour le groupe électrogène. Le prestataire est localisé à Montlhéry mais il n'y a pas d'astreinte pour une intervention rapide en cas de panne.

Des essais mensuels sont réalisés en interne selon la procédure « essai du groupe électrogène 150kVA en charge dépôt FO228 OY ». L'essai est réalisé avec la pompe de transfert qui force le démarrage du groupe électrogène à tourner le commutateur sur la position R, le basculement de l'alimentation électrique vers le GE se fait automatiquement et le gyrophare s'active au-dessus de la pomperie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les demandes relatives à la surveillance du taux de remplissage de la cuve du groupe électrogène sont formulées dans les fiches 3 et 5.

Les essais mensuels du groupe électrogène avec la pompe de transfert constituent une bonne pratique de la SMCA, soulignée par l'inspection et à pérenniser dans le temps. Cette bonne pratique peut être intégrée dans la procédure demandée dans la fiche n°3 (**Demande n°10**).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan d'action (6)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en conformité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

**Constats :**

Il n'y a pas de besoin de travaux de mise en conformité selon l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

RAS

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 20/08/2020 Art 1.5.1 : Porter à connaissance Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection il a été constaté que les tuyauteries reliant les bacs n°71 et 72 aux pompes de transfert ont été mises à nu. Cette modification, même à l'état de simple fouille aurait dû faire l'objet d'un porter à connaissance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non conformité 2 :</b> L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet toute modification de ses installations et notamment les modifications associées aux tuyauteries enterrées mises en aérien conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20 août 2020 (demande 11).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Visite terrain**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 20/08/2020 Art 1.5.1 : Porter à connaissance Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

**Constats :**

Le porter à connaissance d'avril 2024 relatif à la mise en aérien des canalisations d'entrée des bacs 71 et 72 du dépôt a été validé par les services d'inspection. Ce dossier prévoyait une protection physique par une glissière de sécurité de ladite tuyauterie sur la zone route du site.

Il a été constaté la présence d'une glissière le long de la tuyauterie (sans que ne soit mesurée la distance entre la glissière et la tuyauterie).

Toutefois, l'inspection s'interroge quant à la déformation de la glissière en cas d'impact (dans la limitation de la vitesse autorisée et par le véhicule le plus lourd autorisé à accéder au site) et notamment s'il n'existe pas un risque que la glissière, en se déformant en cas d'impact, détériore la canalisation transportant le carburéacteur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que la glissière est suffisamment éloignée de la canalisation pour éviter un impact sur cette dernière en cas d'impact d'un véhicule dans la glissière (en retenant le véhicule le plus lourd pouvant avoir accès au site et la limite maximale de la vitesse de circulation autorisée) et donc confirmer que cette protection physique contre les chocs est efficace, comme présenté dans le dossier du porter à connaissance d'avril 2024. **(demande n°12)**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

